

Entretien avec Aziz Lahlou, Professeur à l'ENA de Rabat

Moins d'impôts, plus d'emplois

Aziz Lahlou, Professeur d'Analyse économique, bouscule les idées reçues.

La réforme de la fiscalité doit être radicale et demande du courage politique. La fiscalité est le lieu privilégié de l'expression de la solidarité.

• Maroc Hebdo International: Le Maroc accélère sa modernisation, mais d'après quel modèle de développement d'après-vous?

- Aziz Lahlou: Pour comprendre l'évolution de la mentalité marocaine, en opposition avec la modernité, il est intéressant d'observer les sciences et techniques, l'économie, la culture et l'organisation politique. Voilà quatre domaines où le Maroc avait son propre modèle, marqué par trois notions consubstantielles à la culture marocaine: le conservatisme, la hiérarchisation et l'efficacité.

Les Marocains ont toujours davantage insisté sur l'apprentissage auprès des anciens que sur la créativité, notion fort peu répandue chez nous.

L'architecture en témoigne. Établies au XIV^{ème} siècle de notre ère, les règles de l'art n'ont pas varié jusqu'à aujourd'hui. C'est ce que j'appelle l'efficacité!

• Maroc Hebdo International: En cette période de récession, certains économistes et analystes marocains préconisent de baisser les impôts. D'autres de les augmenter. Qui a raison d'après-vous ?

- Aziz Lahlou: Les impôts ont une double fonction: financer les dépenses publiques, dont la plupart ont pour objet d'assurer l'égalité des chances entre tous les Marocains (éducation, infrastructures, santé), et corriger, par la redistribution, le caractère trop inéquitable de la répartition des revenus.

Dans les circonstances présentes - chômage de masse, augmentation de la pauvreté -, ni la baisse des impôts, ni leur augmentation ne me semblent être des priorités.

En revanche, il devient urgent de réformer notre système de prélèvements obligatoires, en raison de ses effets pervers.

• Maroc Hebdo International: Que voulez-vous dire par là?

- Aziz Lahlou: C'est le sujet de débats érudits entre analystes. Tout le monde s'accorde que l'impôt sur le revenu, par exemple, est exagérément inégalitaire.

La plupart des foyers fiscaux en sont exonérés, et une très faible minorité de la population supporte l'essentiel de la charge. De surcroît, les revenus du capital bénéficient de tellement d'exemptions que la rente est aujourd'hui quasiment défiscalisée.

C'est donc un mauvais système, qu'il faut réformer en profondeur.

C'est vrai, dans le temps actuel, on a fait de l'individualisme la première des valeurs et de l'argent la seule mesure de cette valeur. Résultat: les cadres très qualifiés, aussi bien du privé que du semi-public et généralement ceux qui avaient un pouvoir de négociation élevé de leur salaire, ont accru leurs exigences. C'est un changement idéologique majeur dans notre pays, une modification du contrat social.

Ce comportement marque pour moi la fin d'un système de subventions implicites. Auparavant, les exigences des travailleurs les plus qualifiés étaient moindres, ce qui permettait aux entreprises d'embaucher des salariés peu qualifiés qui bénéficiaient parfois (cas de l'OCP et des grandes entreprises de l'État) d'une formation interne. Tout le monde y gagnait. Je pense que tout ce qui irait dans le sens d'une subvention aux moins qualifiés serait bon pour l'emploi.

• Maroc Hebdo International: Comment réformer l'impôt sur le revenu?

- Aziz Lahlou: Il faut augmenter le nombre des contribuables. Pour les petits revenus, cela se-



• "Il faut réformer le système fiscal en profondeur".

rait plus que compensé par la baisse des cotisations sociales. Je ne comprends rien, par exemple, à la gestion des fonds de la Sécurité Sociale, mais cela est une autre affaire. Pour les hauts revenus, l'extension de la base d'imposition permettrait de rendre l'impôt moins progressif et de réduire les taux les plus élevés. Cela permettrait de réduire l'évasion fiscale.

Je suis convaincu d'une chose: il faut, c'est vrai, un peu de courage politique, car ce changement doit être radical. Si l'on procède par des réformes graduelles, trop étalées dans le temps, il n'y aura que peu d'effet mobilisateur pour l'emploi. De toute façon, nous n'avons guère le choix.

Les marges de manœuvre des politiques conjoncturelles sont faibles en raison de l'internationalisation croissante de l'économie. Elles sont au contraire

importantes pour les politiques structurelles.

On ne comprendrait pas que les responsables ne les utilisent pas. Je pense que la réforme de la fiscalité est le lieu privilégié de l'expression de la solidarité. Elle introduit davantage d'équité, en même temps qu'elle participerait de façon décisive à la solution du problème de l'emploi.

• Maroc Hebdo International: Quelle différence dresseriez-vous entre une politique fiscale de gauche et une politique fiscale de droite?

- Aziz Lahlou: Les politiques de gauche, comme le savez, sont traditionnellement animées par un souci de justice sociale, d'approfondissement démocratique, d'attention aux opprimés et aux exclus.

Elles se veulent plus redistributrices. Les politiques de droite sont surtout soucieuses d'ef-

ficacité et de compétitivité économique. Elles cherchent à réduire le rôle de l'État et à favoriser les initiatives privées.

Un jugement sérieux applicable à notre pays requiert une perspective plus pratique. Voyez vous, par exemple, dans les démocraties occidentales cela s'appelle "Pacte social", "Contrat Moral", "Politique des revenus", "Politique des prix et des salaires", ou encore "Programme de contrôles volontaires". Certaines de ces dénominations semblent quelque peu utopiques, les analystes et les conjoncturistes ont préféré ne pas insister sur la difficulté des problèmes.

• Maroc Hebdo International: La politique monétaire n'est-elle pas efficace pour lutter contre l'inflation, n'est-elle pas l'enfant chéri des décideurs?

- Aziz Lahlou: Elle l'est, en effet. Si Bank Al Maghrib donne un tour de vis suffisant au crédit de manière à réduire les fonds susceptibles d'être prêtés par les banques commerciales et si elle les oblige à augmenter leur taux d'intérêt, les investissements des entreprises et les dépenses des particuliers s'en ressentiront.

Mais cet argent, devenu plus rare et plus cher, affectera en premier lieu notre industrie du bâtiment, les petites entreprises incapables de renouveler leur stock et leur équipement, les particuliers empêchés d'acheter à crédit automobiles ou appareils ménagers; pour la simple raison que toutes ces activités sont financées par le crédit.

Et si ces mesures restrictives sont assez poussées pour que les dépôts bancaires ne soient plus investis et réinvestis, elles viendront à bout de l'inflation. Telle est la clé du maintien de la stabilité des prix. □

Propos recueillis par Leila Benjelloun